

Cass. Com. 5 décembre 2006

Il s'agit en l'espèce, dans l'affaire soumise à notre analyse, de deux sociétés ayant conclu un contrat de partenariat comprenant une clause attributive de compétence de la juridiction commerciale en cas de litige. M.X exerçait une activité d'expert en diagnostic immobilier. Sous l'enseigne de la société Diagamter. Un litige naît concernant le non paiement de redevances à la charge de l'expert.

La société assigne celui ci devant le tribunal de commerce de Toulouse. M.X soulève alors l'incompétence de juridiction au motif qu'il n'est pas commerçant et que dès lors, la clause insérée dans le contrat ne peut lui être opposable. Le recours intenté par la société devant le tribunal de Toulouse sera porté en appel par M.X afin de déclarer l'incompétence de la juridiction. En effet, celui-ci invoque l'incompétence du tribunal au motif que la nature de son activité est civile compte tenu de l'absence de gestion d'affaires d'autrui, fourniture de matériel quelconque ou mise à disposition temporaire de main d'œuvre qui soit sous les ordres du client. De plus concernant la validité de la clause attributive de compétence, M.X ne présentant pas la qualité de commerçant, il n'était donc pas possible que celle-ci lui soit opposée.

La Cour d'appel de Toulouse saisie de ce litige juge, le 5 octobre 2004, que ces dispositions peuvent s'appliquer en raison de la nature commerciale de l'activité de M.X, correspondant à une « entreprise de fourniture » comme énoncé à l'article L110-1 6 du Code de commerce, dès lors la clause attributive de compétence du contrat est applicable. M.X fait appel de la décision et se pourvoit en cassation, qui, le 5 décembre 2006, dans sa formation commerciale, statue sur l'affaire.

La question ici posée à la Cour de cassation, est de savoir dans quelle mesure l'activité de fourniture de service possède un caractère commercial ?

La Cour de cassation, dans un arrêt de rejet, affirmera que l'activité de fourniture de service, n'étant pas en l'espèce à caractère purement intellectuel, revêt un caractère commercial dès lors qu'elle est exercée à titre habituel et lucratif.